

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 7 NOVEMBRE 2016

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

Reçu en préfecture le 09/11/2016

DELEGUES :		SEBA EAU
Nombre	Affiché le	83
Quorum	ID : 007-250700267-20161107-2016CS110033-DE	42
Présents		47
Pouvoirs		5
Votants		52
Abstentions		0
Suffrages exprimés		52
Majorité requise		27
Pour		52
Contre		0

OBJET : N° 2.1 FINANCES – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2017 -

L'an deux mille seize, le sept du mois de novembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / Mme MOUTERDE Hélène (Chassiers) et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM. PASCAL Jean (Faugères) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ORIVES Éric (Lalevade d'Ardèche) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / RISSE Michel (Malbosq) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CHARRIERE Jacques (Ruoms) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Éric (Vernon) / GRASSET Guillaume (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / Mme MAIRESSE Nadine et M. BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc)
	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude, MAUDUIT Jean-Yvon et FALLOT Joseph
	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. MAUDUIT Jean-Yvon et BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / CIVIER Stéphane (CDC Pays Aubenas Vals)

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M. GIBERT Alain (Rocles) à M. PASCAL Jean M. PERBOST Serge (Ruoms) à M. CHARRIERE Jacques M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. GINEVRA Stéphane (Chirols) à M. ORIVES Éric M. IMMACOLATO J.-Pierre (Vallon Pt d'Arc) à Mme MAIRESSE Nadine
---	--

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M. BALMELLE Robert (Berrias-Casteljau) / Mme CHAGOT Patricia (Grospierrres) / M. BELLOT James (Meyras) / MM. DEVANCIARD Gilles et SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MM. MEISS Bernard (St Andéol de Vals) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / SOUTEYRAND Marc / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) -	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. BALMELLE Robert (CDC Pays des Vans en Cévennes) / PONTIER Jean -Yves (CDC Pays Aubenas Vals) / LARDY Jean-Paul (CDC Vinobre)
---	--

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. FAUGIER Christian (Chandolas) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / PONTIER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHARRON Claude (Lalevade d'Ardèche) / ROSE Hermand et Mme AMET Maryse (Largentière) / MM. RAMANMALI Angelin (Montréal) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / M. ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / MM. BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / AVIAS Cyrille-Christophe et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) / M. MANENT Pierre (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CONTESSO Franck (Fons) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> M. LADREYT Jean-Pierre <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. MANENT Pierre (CDC Vinobre)
---	--

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M. MAURICE Fabrice (Grospierrres) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac) / MM. BOYER Joël (Ucel) / PERRIER Bernard (Uzer)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u> M. DEVOS Benoît <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. LACROTTE Robert (CDC Pays Aubenas Vals)
--	---

La secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

**OBJET : N° 2.1 FINANCES –
DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2017 -**

Conformément à la réglementation, le débat d'orientation budgétaire (DOB) porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice 2017 et, éventuellement, les exercices suivants. Dans ce dernier cas, il s'inscrit dans la logique de plan pluriannuel d'investissement (PPI) qui s'appuie sur l'étude financière prospective (EFP) du cabinet KLOPFER actualisée pour la période 2015-2020. Cette étude sera d'ailleurs réactualisée début 2017.

Le DOB permet également au président de faire connaître ses propositions budgétaires prioritaires et les modifications à apporter par rapport au(x) budget(s) antérieur(s). Ainsi les propositions ou modifications relatives aux autorisations de programmes et de crédits de paiements (AP/CP) peuvent être présentées lors de ce débat.

Les éléments d'information communiqués et les orientations présentées doivent susciter le débat pour dégager une validation totale ou partielle, des amendements et des propositions, voire des contre-propositions.

Un nouveau décret n° 2016-841, relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires, a augmenté le nombre d'informations à présenter dans le corps du texte ou dans les tableaux annexes.

Des informations sous forme de graphes, camemberts et autres illustrations, ont été projetées et explicitées en séance, de sorte que les éléments communiqués donnent la tonalité générale de l'économie du projet de futur budget primitif 2017.

➤ **QUELQUES BREFS RAPPELS**

En raison de difficultés passées, le SEBA a pris des décisions importantes générant des conséquences fortes et durables sur sa politique en général et sur ses budgets en particulier. Nous pouvons ainsi rappeler :

- le maintien de la part syndicale du tarif depuis 1995 pour l'AEP et depuis 2008 pour l'assainissement, avec même une légère baisse en 2013 dans le cadre des avenants aux contrats de délégation de service public. En d'autres termes, la part syndicale du tarif de l'eau et de l'assainissement n'a pas augmenté pendant 14 ans. Dans le même temps, l'inflation s'est accrue de 27,2 % (janvier 2000 - janvier 2016), d'où la décision applicable à partir de 2015 d'indexer les tarifs de redevance sur l'inflation. Un effort conséquent a été ainsi épargné à l'usager, qui a dû supporter par ailleurs les effets plutôt pondérés de la clause d'actualisation des contrats DSP et une forte augmentation des taxes de l'Etat et redevances de l'Agence de l'Eau RMC. Au total, le prix de l'eau assainie sur la base de 120 m³ a cru très faiblement en 10 ans, du fait également de l'instauration des multiples de parts fixes depuis 2013 avec élargissement de l'assiette.
- le réaménagement de la dette, le recours à un crédit revolving, puis à un emprunt à taux variable, ont permis au SEBA de retrouver à partir de 2009/2010 de nouvelles marges de manœuvre pour investir. Le capital restant dû est passé de 25 000 000 € en 2007 à moins de 13 750 000 € en 2016, pour remonter à près de 20 500 000 euros en 2017 après le financement de deux importantes opérations en assainissement. L'annuité sur la même période est passée de 3 M € à 1,550 M €.
- l'établissement de conventions financières avec les collectivités adhérentes pour la réalisation d'investissements à enjeu local (uniquement dans le cadre d'extension ou renforcement des réseaux en lien avec le développement de l'urbanisme) en conformité avec l'article L.2224-2 du CGCT et la réglementation de l'urbanisme.

➤ **DIFFERENTS ELEMENTS AYANT UN IMPACT SUR LA CONSTRUCTION BUDGETAIRE 2017**

La réalisation des investissements inscrits dans le PPI, oblige le SEBA à prendre en considération divers facteurs externes qui s'imposent à lui, ainsi que des facteurs internes déterminés par l'évolution des tarifs applicables à la part syndicale qui s'imposent ou qui sont librement choisies.

✓ **Les facteurs exogènes qui s'imposent au SEBA :**

- Une inflation proche de 1 à 2 % depuis 2010 qui stagne au cours des deux dernières années.
- Une baisse notable de la consommation depuis plusieurs années, constatée également au niveau national, et par voie de conséquence une baisse des recettes liées à la part variable ; à noter cependant que la part fixe (abonnement) joue un effet amortisseur et contrebalance favorablement cette baisse en raison des recettes nouvelles liées à l'application des abonnements multiples depuis le 1^{er} janvier 2013. Cette tendance baissière semble avoir atteint son plancher et une stabilisation de la consommation est attendue. Conjoncturellement, les conditions climatiques ont eu un impact positif sur les recettes en 2015 / 2016.
- Les conditions d'accès aux crédits pour les collectivités publiques, contraignantes hier, restent actuellement intéressantes : marges bancaires en baisse significative, apparition de nouvelles offres sur des durées plus longues, réouverture des lignes de trésorerie, prêts à taux très bas.
- Le niveau des aides extérieures, les subventions en particulier, affichent une tendance baissière dans les années à venir, du fait des nouvelles conditions liées à l'intercommunalité, aux incidences de la loi NOTRe et aux contraintes financières des départements les obligeant probablement à réexaminer l'ensemble de leurs politiques. Rappel : le SEBA n'est plus éligible depuis 2013 à la DETR pour les investissements touchant au service des eaux et au service assainissement.

- L'application du protocole de revalorisation salariale et de modification du régime indemnitaire dans la fonction publique depuis le 1^{er} janvier 2016 devrait impacter l'évolution de la masse salariale : revalorisation de la rémunération en début de carrière, rééquilibrage progressif des salaires privilégiant la rémunération indiciaire, augmentation de la valeur du point et des charges sociales, etc. L'impact de ces mesures dites « contraintes » est estimé à 2,5 % de la masse salariale, soit plus de 20 000 € pour le SEBA à effectifs constants.

✓ **Les facteurs endogènes propres au SEBA :**

- L'adoption des avenants N°4 aux contrats de délégation de service public a généré depuis le 1^{er} janvier 2013 des charges supplémentaires et/ou des transferts de charges et une baisse des tarifs syndicaux.
- La maîtrise des dépenses de fonctionnement, clé de voûte de la politique d'investissement engagée depuis 2010, devient un exercice de plus en plus difficile. L'année 2017 sera dans tous les cas incomparable aux autres, du fait des coûts de démarrage des régies imputables en partie aux différents budgets du SEBA (voir plus de détails ci-dessous).
- Le réaménagement de la dette réalisé en 2009 auquel s'ajoutent le recours à des prêts à taux extrêmement favorables, ainsi que l'absence de recours à l'emprunt entre 2012 et 2015, ont redonné au SEBA une capacité d'investissement supplémentaire. Ainsi, le profil de la dette a permis le recours programmé à l'emprunt en 2016 (7 650 000 euros empruntés) sans gros impact budgétaire. Les emprunts prévisionnels à contracter pour les investissements, prévus dans la prospective financière, seraient de 2,6 M€ en assainissement et de 0,6 M€ en eau potable (montants qui seront ajustés au regard de la trésorerie à assurer pour les régies).
- Le prix de l'eau (5,84 euros TTC /m³ au 1^{er} janvier 2017) reste, malgré le maintien de la part syndicale, encore supérieur à la moyenne nationale, même si ce prix est très proche à ce qu'il était avant le nouveau contrat de délégation de service public (5,64 euros TTC/m³ au 1^{er} janvier 2007).

L'ensemble des éléments présentés et amendés dans les différentes instances syndicales a fait l'objet, en interne, d'un travail de compilation, de récolement, sous-budget par sous-budget, en distinguant les dépenses et les recettes et en établissant un précompte administratif 2016.

PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS 2017

➤ **PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIERE DE FONCTIONNEMENT/EXPLOITATION :**

• **vis-à-vis des usagers :**

- Pas d'augmentation des tarifs de base de la part syndicale tant pour l'eau potable que l'assainissement collectif et non collectif, à l'exception de la prise en compte de l'inflation (0,4 % entre octobre 2015 et septembre 2016) ;
- Application de la modulation à la hausse d'un 1/5^{ème} des tarifs pour les gros consommateurs avec rattrapage complet en 2019 ;
- Mise en place du nouveau régime indemnitaire « RIFSEEP » et mesures associées, avec un impact de 1,3 % sur la masse salariale (autour de 12 000 €) à effectifs constants. Conformément au décret n°2016-841 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires, il est joint à la fin de ce rapport les informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel, à la durée effective du travail, et l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice 2017 ;
- Poursuite de l'expérimentation de la tarification sociale (l'impact a été très limité sur 2016) ;
- Avance de trésorerie à constituer pour la création des régies : au regard des calendriers de dépenses et de recettes pour les régies, il paraît raisonnable d'envisager une avance de trésorerie de l'ordre de 4 millions d'euros, à rembourser par la régie sur un maximum de 30 ans ;

• **vis-à-vis des collectivités-membres :**

- Maintien du dispositif antérieur : participation communale à hauteur de 50% pour les travaux en lien avec l'urbanisme avec clarification des priorisations.


➤ **PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIERE D'INVESTISSEMENT,** en cohérence avec l'étude financière prospective 2015-2020 et l'actualisation du PPI 2015-2020 :

- Propositions d'investissements pour 2017 de l'ordre de 17,5 M € (**voir PPI joint**), rejoignant les montants mandatés ces dernières années sur un taux de réalisation entre 60 et 70 %. Ceci nécessitera un recours effectif à l'emprunt (comme indiqué plus haut)
- Fin des lourdes opérations d'assainissement collectif entamées budgétairement en 2015 ;
- Démarrage d'une politique ambitieuse de renouvellement des réseaux, telle qu'annoncée dans plusieurs comités syndicaux en 2016 et dans l'étude « modes de gestion ».

Dans le détail :

Budget général :

Il pourra être nécessaire d'anticiper le passage en régie sur certains aspects liés aux locaux, au mobilier ou aux équipements informatiques.

Envoyé en préfecture le 09/11/2016
Reçu en préfecture le 09/11/2016
Affiché le 
ID : 007-250700267-20161107-2016CS110033-DE

SEBA Eau potable Production :

- Poursuite du déploiement de l'outil de supervision ;
- Mise en œuvre d'équipements de régulation sur le réseau ossature afin de répondre à des pointes de consommation toujours plus élevées sans avoir à renforcer les équipements structurants réalisés au cours des trois dernières décennies ;
- Poursuite de la réflexion sur l'affectation et la préservation du patrimoine de l'ancienne voie ferrée où est observée une dégradation liée à l'absence de réparation.

SEBA Eau potable Production et distribution :

- Poursuite de la mise en œuvre des schémas directeurs d'eau potable des territoires « Tanargue » et de la « basse vallée du Chassezac » ;
- Début des travaux pour les périmètres de protection des captages (donnant lieu à une ouverture d'AP/CP pour 1 115 000 euros HT) ;
- Actions relatives à la qualité de l'eau produite avec la fin de la restructuration de l'usine de production de Laboule ;
- Prise en compte de la gestion patrimoniale en réponse à un double enjeu : économiser les volumes prélevés tout en investissant sur le maintien du patrimoine par des actions ciblées (réduction des pressions par exemple), le renouvellement pur et simple des canalisations ne devant pas toujours constituer le premier réflexe.

SEBA Assainissement :

Assainissement collectif :

- Liquidation des travaux de restructuration de l'assainissement « rive gauche de la boucle d'Aubenas » ;
- Fin des travaux pour le secteur de Ruoms, avec l'agrandissement de la station d'épuration et les travaux de collecte pour la zone Chapoulière-La Grand-Terre, ainsi que pour Labeaume ;
- Travaux de mise en sécurité et d'optimisation des STEP ;
- Réhabilitation du réseau d'assainissement de Beaulieu ;
- Extensions de réseaux existants (à préciser à l'issue de la révision des zonages) ;
- Prise en compte de la gestion patrimoniale.

Assainissement non collectif :

- Poursuite de l'accompagnement des usagers pour la réhabilitation de leur système d'assainissement et achèvement de la première période de contrôle des dispositifs existants.

ELEMENTS DE SYNTHESE GLOBALE :

- EPARGNE BRUTE, EPARGNE DE GESTION COURANTE, EPARGNE NETTE (**voir pièce annexe**) :
Ce document ne reflète qu'une prévision qui devra être affinée au stade de l'élaboration budgétaire.
- INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES PREVUES PAR LE DECRET n°2016 – 841(**voir pièce annexe**)

DEBAT

Sur ces bases, le débat d'orientation budgétaire est ouvert. Il appartient aux membres du comité syndical de se positionner sur les propositions faites, de les critiquer ou de les amender éventuellement, voire de faire de nouvelles propositions.

Le Comité Syndical, après débat, prend acte, à l'unanimité des membres présents ou représentés, de la présentation du Débat d'Orientation Budgétaire 2017.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

STRUCTURE DES EFFECTIFS

Emplois	Autorisés par l'assemblée délibérante	Pourvus	Non pourvus
TOTAL	29	22	7
Emplois permanents	25	18	7
Titulaires	25	18	7
Directeur Général des Services (Directeur territorial)	1	1	0
Ingénieur Chef	1	1	0
Attaché Principal	1	1	0
Attaché territorial	1	1	0
Rédacteur Principal 1 ^{ère} classe	2	0	2
Rédacteur territorial Principal 2 ^{ème} classe	2	2	0
Technicien Principal 1 ^{ère} classe	3	2	1
Technicien Principal 2 ^{ème} classe	2	1	1
Technicien	2	1	1
Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} classe	1	1	0
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	2	1	1
	1 à 50%	1 à 50%	0
Adjoint Animation Principal 2 ^{ème} classe	1	0	1
Adjoint Animation 1 ^{ère} classe	1	1	0
Adjoint Administratif 1 ^{ère} classe	1	1	0
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	3	3	0
Emplois non permanents	4	4	0
Agent occasionnel	4	4	0

DEPENSES DE PERSONNEL 2015					
Traitement indiciaire versé titulaires et contractuels	Régime indemnitaire versé	NBI versée	Heures supplémentaires versées	Titres restaurants (part employeur)	Avantages en nature
451 496,29	114 389,63	6 249,22	0	19 364,63	0

DUREE EFFECTIVE DE TRAVAIL DANS LA COLLECTIVITE

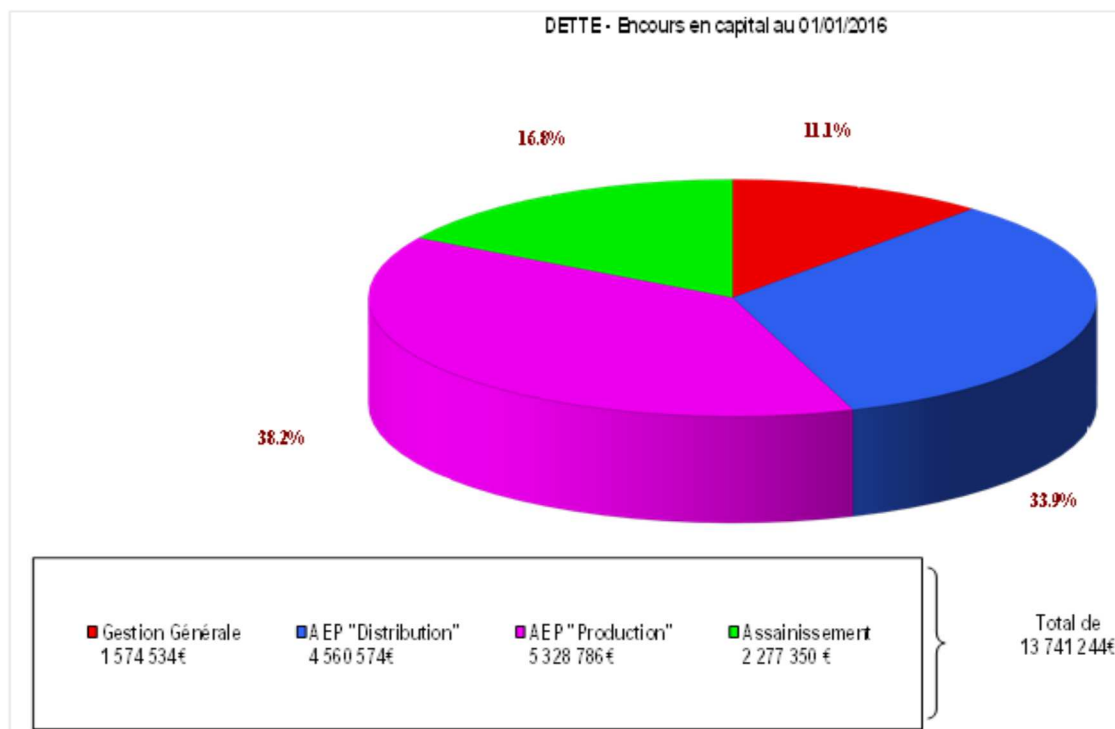
« Pour les agents du SEBA de catégorie B et C, considérant la journée de travail effectif de 7 heures, le temps de travail de base annuel est de 1568 heures.

Pour les agents du SEBA de catégorie A, considérant la journée de travail effectif de 8 heures, le temps de travail de base (avant application des RTT) annuel est de 1792 heures. »

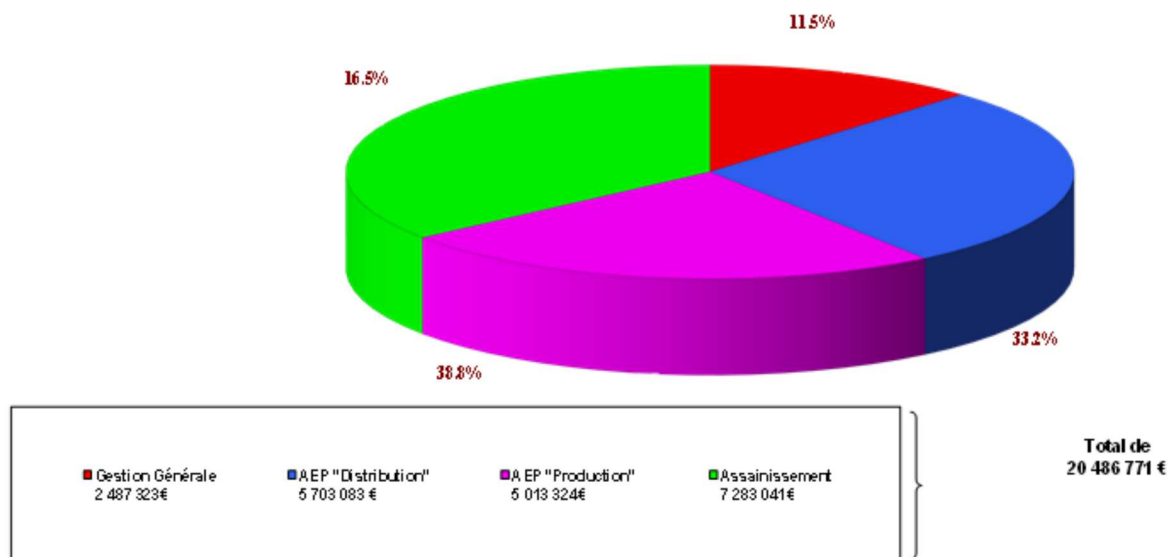
(Délibération du Bureau Syndical du 3 février 2009 et article 6 du règlement de fonctionnement des services de la collectivité)

STRUCTURE DES EFFECTIFS 2017	DEPENSES 2017 PREVISIONNELLES CHARGES COMPRISES
Adjointes techniques (6 agents)	133 831
Techniciens territoriaux (6)	213 150
Adjointes administratifs (6)	154 849
Adjointes d'animation (1)	32 496
Ingénieurs territoriaux (2)	157 820
Rédacteurs (2)	111 826
Attachés (2)	152 393
TOTAL DEPENSES SALAIRES PERSONNEL 2017 HORS ACTION SOCIALE	956 365

INFORMATIONS RELATIVES A LA STRUCTURE ET LA GESTION DE L'ENCOURS DE DETTE

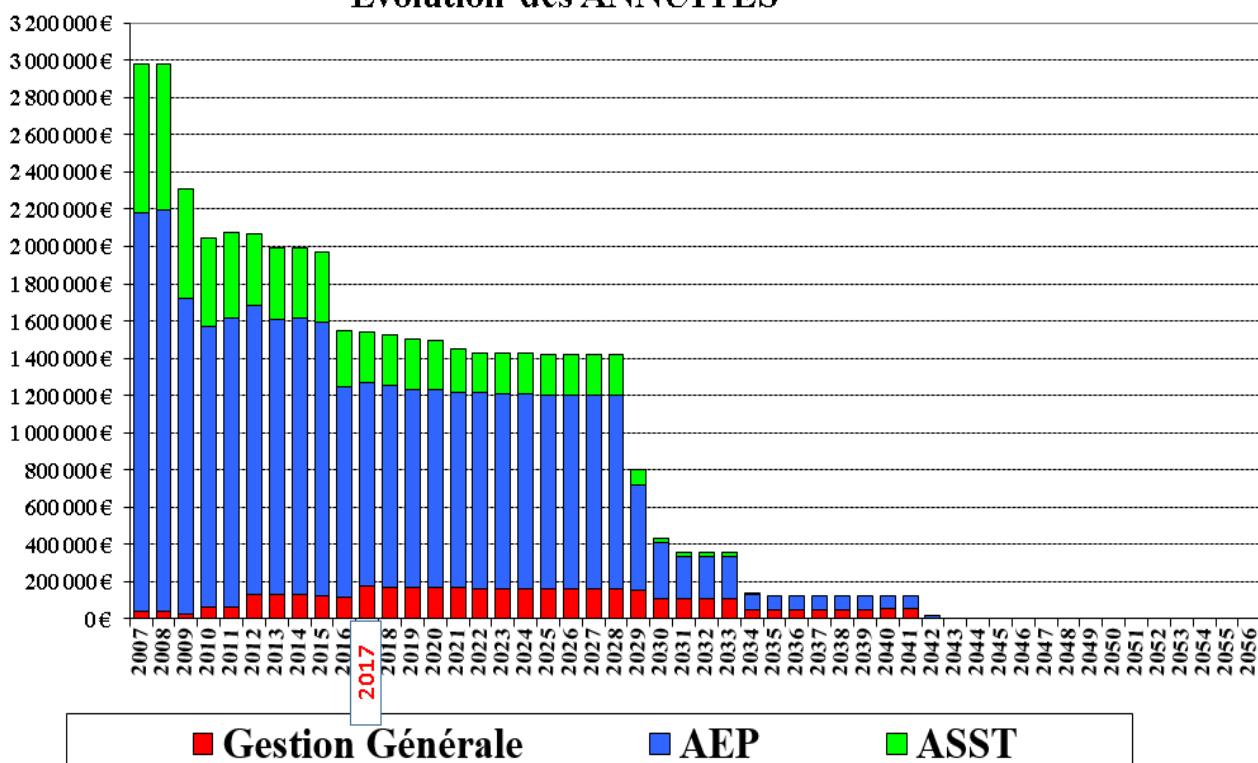


DETTE - Encours en capital au 01/01/2017



Dont nouveaux emprunts 2016
=
7 650 000 €

DETTES
Evolution des ANNUITES



PROSPECTIVES 2014 à 2020 D'APRES P.P.I. INITIAL 20/10/2008 - AEP 44/PDV-GERBIAL - DEPENSES - RECETTES HT							
Libellés opération	CA 2015	PREVISIONNEL 2016		PREV 2017	PREV 2018	PREV 2019	PREV 2020
	DEPENSES	DEPENSES		DEPENSES	DEPENSES	DEPENSES	DEPENSES
		Crédits ouverts	CA 2016 EXTRAPOLE AU 11/10/2016				
OPERATION 101 = DIAGNOSTICS DES RESEAUX		80 253	7 753	50 000	50 000		100 000
Autres schémas				50 000	50 000		100 000
Etudes Schémas directeurs Htes cévennes - bassin v	246	80 253	7 753				
OPERATION 102 = TRAVAUX NEUFS	750 190	2 807 401	620 837	661 667	1 105 000	750 000	3 340 000
SUITE SCHEMA DIRECTEUR TANARGUE :	405 665	1 870 800	413 410	481 667			3 240 000
ville alimentation PDV(poste centre tanargue) AP/CP	378 313	235 964	57 634				
Traitement station Laboule AP/CP	27 352	1 634 836	355 776	116 667			
Traitement Sce cham du cros Unité traitement							500 000
Traitement Sces de Sémolines							720 000
Renforcement/valorisation de l'alimentation par sces/sécuris. Mine (2 phases)							1 130 000
Restructuration alimenation VINEZAC				365 000			
Restructuration alimentation SANILHAC							890 000
SUITE SCHEMA DIRECTEUR BASSE VALLEE DU CHASSEZAC (1ère T)		30 000		30 000	405 000		
Amélioration connaissance Mazet + Chloration		30 000		30 000			
Traitement Mazet					405 000		
SUITE SCHEMA DIRECTEUR HAUTES CEVENNES - BASSIN DE VALS					500 000	500 000	
e schéma directeur hautes cévennes - bassin de vals					500 000	500 000	
RESEAUX D'ADDUCTION	29 172						
Alimentation St ANDRE CRUZIERES (AP/CP)	29 172						
Qualité eau (désinfection...)	146 158					150 000	
Restructuration réseau PT LABEAUME - Leyronnac	5 486	171 023	198 004				
Restructuration réseaux	163 709	100 000		100 000	100 000	100 000	100 000
Mise en sécurité des ouvrages AEP				50 000	100 000		
ECONOMIE D'EAU SUR RESEAUX PUBLICS AEP		635 579	9 423				
OPERATION 103 = EXTENSION RESEAU	294 763	469 018	287 561	400 000	400 000	400 000	400 000
Extension resx urba	294 763	469 018	287 561	400 000	400 000	400 000	400 000
OPERATION 104 = TRAVAUX DIVERS	164 349	610 262	175 335	350 000	500 000	500 000	500 000
Trx divers (mise à cote, ...)	139 769	477 627	172 020	350 000	350 000	350 000	350 000
Rattrapage renouvellement équipements					150 000	150 000	150 000
Dégats orages	24 579	132 634	3 316				
OPERATION 105 = REHABILITATION DE	106 733	104 636	74 520	30 000	100 000	100 000	100 000
Réfection génie civil	106 733	104 636	74 520	30 000	100 000	100 000	100 000
OPERATION 106 = RENOUELEMENT	37 837	386 679	85 000	500 000	2 300 000	2 300 000	2 300 000
Renouvellemt des réseaux	37 837	386 679	85 000	500 000	2 300 000	2 300 000	2 300 000
OPERATION 107 = RESORPTION DES B	34 747						
remplacement branchements plombs (AP/CP)	34 747						
OPERATION 109 =COMPTEURS/TELER	30 447	75 520	43 318	50 000	90 000	90 000	90 000
Acquisitions compteurs	30 447	75 520	43 318	50 000	90 000	90 000	90 000
Télégestion compteurs							
OPERATION 110 = TRAVAUX PRELAB	28 790	553 033	44 698	250 000	150 000	150 000	150 000
trx avant aménag.surface	28 790	553 033	44 698	250 000	150 000	150 000	150 000
OPERATION 111 = PERIMETRES DE PRO	27 461	109 128	15 822	579 823	200 000	200 000	200 000
protection captages procédu+trvx (AP/CP)	27 461	109 128	15 822	64 823			
protection captages travaux (AP/CP)				515 000	200 000	200 000	200 000
SOUS-TOTAL AEP DISTRIBUTION	1 475 319	5 195 930	1 354 845	2 871 489	4 895 000	4 490 000	7 180 000



Libellés opération	CA 2015	PREV 2016		PREV 2017	PREV 2018	PREV 2019	PREV 2020
		DEPENSES		DEPENSES	DEPENSES	DEPENSES	DEPENSES
	DEPENSES	Crédits ouverts	CA EXTRAPOLES au 11/10/2016				
OPERATION 301 = DIAGNOSTICS DES RESEAUX		10 000		10 000	10 000	10 000	10 000
études - Schéma directeur		10 000		10 000	10 000	10 000	10 000
OPERATION 302 = TRAVAUX NEUFS	751 939	1 092 671	239 274	700 000	1 520 000	300 000	10 000
optimisations ouvrages (prise d'eau, ...)		10 000		10 000	10 000	300 000	10 000
Suite schéma directeur Basse vallée du Chassezac (Mob.ressourc.gerb)					1 510 000		
Suite schéma directeur Basse vallée du Chassezac (Etudes traversée chassezac -Gerbial)		50 000	1 962	25 000			
ECONOMIE D'EAU SUR RESEAUX PUBLICS AEP - SUPERVISION + DEBIMETRES	19 486	218 098	7 627				
Poste chloration gerbial	99 446	379,28	965				
Travaux raccordement Commune de CHIROLS	55 571	497 996,04	307				
Travaux raccordemetn Commune de JOYEUSE			166 320				
Intervention sur l'usine de PDV				300 000,00			
Régulation conduite ossature (statuts)				365 000,00			
Opér. 15° tr PDV (AP/CP)	351 969	66 198	41 869				
Opér. 15° tr PDV Supp. brchts raccordés sur cond transf)(AP/CP)	225 468	250 000	20 225				
OPERATION 304 = TRAVAUX DIVERS	25 885	82 072	40 731	35 000	71 000	71 000	71 000
travaux divers	25 885	51 802	9 936	20 000	20 000	20 000	20 000
Rattrapage renouvellement équipements					36 000	36 000	36 000
politique patrimoniale - Délaiissé de voie ferrée		30 270	30 795	15 000	15 000	15 000	15 000
SOUS-TOTAL AEP PRODUCTION	777 825	1 184 743	280 006	745 000	1 601 000	381 000	91 000

PROSPECTIVES 2014 à 2020 D'APRES P.P.I. INITIAL 20/10/2008 - ASSAINISSEMENT COLLECTIF - DEPENSES - RECETTES HT

Libellés opération	CA 2015		Prévisionnel 2016		Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019	Prév 2020
	DEPENSES	CREDITS OUVERTS	DEPENSES		DEPENSES	DEPENSES	DEPENSES	DEPENSES
			CA EXTRAPOLES AU 11/10/2016					
OPERATION 201 = DIAGNOSTICS DES RESEAUX	5 619	191 110	76 205		60 000	100 000	100 000	100 000
Etudes Diagnostics -			0		60 000	100 000	100 000	100 000
Révision zonages actuels	5 619	100 000	43 970					
MEYRAS - Neyrac - Diag. Réseaux existants		4 610	4 336					
VALS- Restructuration réseau volane		6 500	3 856					
LACHAPELLE et PONT DE LABEAUME - Diag. Réseau		80 000	24 043					
OPERATION 202 = TRAVAUX NEUFS	5 587 397	13 659 152	7 482 821		1 170 600	950 000	700 000	700 000
OPERATION 203 = EXTENSION RESEAUX POUR DEVELOPPEMENT URBANISTIQUE	66 003	181 858	102 396		150 000	150 000	150 000	150 000
extension réseaux urbanismes	66 003	181 858	102 396		150 000	150 000	150 000	150 000
OPERATION 204 = TRAVAUX DIVERS	130 847	378 448	199 432		250 000	380 000	380 000	380 000
trx divers (mise a cote, remplact branchts, sécurité ...)	40 745	235 419	155 281		250 000	250 000	250 000	250 000
Travaux divers (Dégâts orages)	90 102	143 029	44 151		0	0		
Rattrapage renouvellement équipements électromécaniques						130 000	130 000	130 000
OPERATION 205 = REHABILITATION DES OUVRAGES DE GENIE CIVIL	208 356	0	0		0	50 000	0	0
Réhabilitation Génie Civil	208 356	0			0	50 000		
OPERATION 206 = RENOUVELLEMENT DES RESEAUX	601 289	586 731	120 919		270 000	1 035 000	1 035 000	1 035 000
renouvell. Reseaux - trvx suite étude diag. AP/CP	500 577	310 408	41 695					
Réduction eau parasites - Bassin de vals		200 000	13 437		170 000			
Autres renouvellement réseaux			0		100 000	1 035 000	1 035 000	1 035 000
Réhabilitation réseau Largentièrre	100 712	76 323	65 787					
OPERATION 209 = TRAVAUX PREALABLES A DES OPERATIONS DE TIERS PUBLICS	0	120 833	4 428		50 000	50 000	50 000	50 000
trx avant aménag. Surface	0	120 833	4 428		50 000	50 000	50 000	50 000
OPERATION 210 = TRAVAUX ETUDES SOUS MANDATS	0	226 667	528		50 000	50 000	50 000	50 000
Trx d'Etudes s/s mdat (pluvial pour cpte des Cnes)	0	226 667	528		50 000	50 000	50 000	50 000
SOUS TOTAL ASSAINISSEMENT COLLECTIF	6 599 510	15 344 798	7 986 729		2 000 600	2 765 000	2 465 000	2 465 000



PROSPECTIVES 2014 à 2020 D'APRES P.P.I. INITIAL 20/10/2008 - ASSAINISSEMENT COLLECTIF - DEPENSES - RECETTES HT

Libellés opération	CA 2015	Prévisionnel 2016		Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019	Prév 2020
		DEPENSES		DEPENSES	DEPENSES	DEPENSES	DEPENSES
		DEPENSES	CREDITS OUVERTS	CA EXTRAPOLÉS AU 11/10/2016			
OPERATION 202 = TRAVAUX NEUFS	5 587 397	13 659 152	7 482 821	1 170 600	950 000	700 000	700 000
Conception réalisation 2 chantiers pilotes-Diag permanent ST PRIVAT RUOMS	98 486	10 634	0				
construct. step boucle Aubenas AP/CP	3 538 885	7 241 580	4 772 176				
Réduction eaux parasites (uniquement pub. Reste cf opération 206)	12 511		905				
Réduction eaux parasites UCEL/VALS/ST PRIVAT	246	276	276				
traitemt Net P step Ruoms (Labeaume) (extension) Etudes et travaux AP/CP	943 497	4 499 003	1 682 294				
Mise en sécurité STEP		234 825	41 424	240 600			
Réseau transfert suite abandon STEP Chassiers			0	20 000	250 000		
Optimisation des stations d'épuration	8 793	226 465	107 624	200 000			
BALAZUC - STEP +Transfert - Chef lieu	247844,82	934026,67	772 918				
BANNE LE BOURG		3 600	720				
BEAULIEU - Réhabilitation réseau asst village		30 000	4 018	410 000	0		
CHANDOLAS - Qu. Maisonneuvre - STEP + Réseaux - AP/CP	157 959	419 488	40 791	0	0		
LABEGUDE Les Reys et Souleyrol, le pont	51 842		0	0	0		
LACHAPELLE - Les Faysses	15 679		0				
Lalevade Trx RN 102 Route du Puy	8 707		0	0	0		
ROSIERES Le Pont	10 362	2 692	3 230	0	0		
St ANDRE-DE-CRUZIERES - STEP et Chef lieu Chadouillet (réseaux) AP/CP	451 542	56 333	55 595	0	0		
St André de Cruzières STEP - AP/CP	882		0	0	0		
Vals Qu Rompude (Tranche 1)	40 161		0	0	0		
ST ANDEOL DE VALS - STEP - Reliquat		229	851				
Extension réseaux habitats existants			0	300 000	700 000	700 000	700 000

EPARGNE BRUTE, EPARGNE DE GESTION COURANTE, EPARGNE NETTE

AEP "Distribution"		2013	2014	2015	CA 2016 Extrapolé	BP 2017 Projet
DEPENSES FONCTIONNEMENT REELLES	1	1 704 958,41	1 714 606,71	1 374 779,42	1 492 002,36	1 555 700,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT REELLES	2	3 475 291,23	3 594 140,19	3 601 222,45	3 758 628,00	3 540 000,00
CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	463 375,20	490 216,88	518 731,39	307 490,46	270 030,52
CHARGES D'INTERETS	4	391 823,52	365 076,11	336 656,36	310 801,57	335 372,21
ANNUITES DE DETTES	5	855 198,72	855 292,99	855 387,75	618 292,03	605 402,73
CAPITAL RESTANT DU	6	5 569 521,83	5 079 305,00	4 560 574,00	5 703 083,10	5 433 052,58
EPARGNE BRUTE	2 - 1	1 770 332,82	1 879 533,48	2 226 443,03	2 266 625,64	1 984 300,00
EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	1 378 509,30	1 514 457,37	1 889 786,67	1 955 824,07	1 648 927,79
EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	915 134,10	1 024 240,49	1 371 055,28	1 648 333,61	1 378 897,27

AEP "Production"		2013	2014	2015	CA 2016 Extrapolé	BP 2017 Projet
DEPENSES FONCTIONNEMENT REELLES	1	530 609,60	513 602,89	499 022,79	611 000,00	610 500,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT REELLES	2	1 114 918,65	1 113 718,28	1 099 143,48	1 117 575,47	1 116 000,00
CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	386 028,14	398 956,00	403 645,74	315 462,01	294 825,65
CHARGES D'INTERETS	4	237 339,17	224 940,81	206 854,03	195 491,06	197 638,95
ANNUITES DE DETTES	5	623 367,31	623 896,81	610 499,77	510 953,07	492 464,60
CAPITAL RESTANT DU	6	6 131 388,19	5 732 432,19	5 328 787,00	5 013 324,99	4 718 499,34
EPARGNE BRUTE	2 - 1	584 309,05	600 115,39	600 120,69	506 575,47	505 500,00
EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	346 969,88	375 174,58	393 266,66	311 084,41	307 861,05
EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	-39 058,26	-23 781,42	-10 379,08	-4 377,60	13 035,40

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

Reçu en préfecture le 09/11/2016

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 007-250700267-20161107-2016CS110033-DE

ASST		2013	2014	2015	CA 2016 Extrapolé	BP 2017 Projet
DEPENSES FONCTIONNEMENT REELLES	1	552 339,61	493 174,26	962 610,14	1 037 847,40	1 149 000,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT REELLES	2	1 828 314,98	1 755 647,31	1 930 381,68	1 974 826,33	1 865 000,00
CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	212 230,40	224 264,81	236 994,37	194 309,17	246 100,00
CHARGES D'INTERETS	4	168 009,01	155 974,61	143 245,05	148 020,79	212 000,00
ANNUITES DE DETTES	5	380 239,41	380 239,42	380 239,42	342 329,96	458 100,00
CAPITAL RESTANT DU	6	2 738 609,35	2 514 344,52	2 277 350,00	7 283 040,97	7 036 940,97
EPARGNE BRUTE	2 - 1	1 275 975,37	1 262 473,05	967 771,54	936 978,93	716 000,00
EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	1 107 966,36	1 106 498,44	824 526,49	788 958,14	504 000,00
EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	895 735,96	882 233,63	587 532,12	594 648,97	257 900,00

TOTAL		2013	2014	2015	CA 2016 Extrapolé	BP 2017 Projet
DEPENSES FONCTIONNEMENT REELLES	1	2 787 907,62	2 721 383,86	2 836 412,35	3 140 849,76	3 315 200,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT REELLES	2	6 418 524,86	6 463 505,78	6 630 747,61	6 851 029,80	6 521 000,00
CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	1 061 633,74	1 113 437,69	1 159 371,50	817 261,64	810 956,17
CHARGES D'INTERETS	4	797 171,70	745 991,53	686 755,44	654 313,42	745 011,16
ANNUITES DE DETTES	5	1 858 805,44	1 859 429,22	1 846 126,94	1 471 575,06	1 555 967,33
CAPITAL RESTANT DU	6	14 439 519,37	13 326 081,71	12 166 711,00	17 999 449,06	17 188 492,89
EPARGNE BRUTE	2 - 1	3 630 617,24	3 742 121,92	3 794 335,26	3 710 180,04	3 205 800,00
EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	2 833 445,54	2 996 130,39	3 107 579,82	3 055 866,62	2 460 788,84
EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	1 771 811,80	1 882 692,70	1 948 208,32	2 238 604,98	1 649 832,67

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

Reçu en préfecture le 09/11/2016

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 007-250700267-20161107-2016CS110033-DE